



L'IREV recherche un-e chargé-e d'étude pour le Centre de ressources Prévention des radicalités sociales (contrat CIFRE)

- **CONDITIONS PARTICULIERES DU POSTE**

Poste à plein temps – contrat CIFRE
Disponibilité immédiate.

- **RENSEIGNEMENTS RELATIFS AU GROUPEMENT**

L'IREV est le centre de ressources Politique de la ville Hauts-de-France. Constitué en GIP (groupement d'intérêt public), l'IREV rassemble l'Etat, la Région Hauts-de-France, les intercommunalités et communes pilotes des contrats de ville ainsi que des membres associés. Cette gouvernance traduit la place de l'IREV dans le dialogue inter-institutionnel autour des enjeux de cohésion sociale et territoriale.

Les actions menées par l'IREV sont à destination des professionnels des collectivités territoriales mobilisées, des élus, des services de l'Etat, mais aussi des bailleurs, associations, habitants des quartiers politique de la ville, conseillers citoyens, étudiants...

L'IREV est chargé de mettre en œuvre le **centre de ressources Prévention des radicalités Sociales (CRPRS)**.

Ce centre de ressources se déploiera sur 3 axes :

- Constituer et animer un espace de ressources sur la prévention des différentes formes de comportements radicaux ou de « radicalités » qui affectent le vivre-ensemble,
- Former les professionnels et sensibiliser les familles à la compréhension de ces radicalités et de leurs différentes explications sociales, et aux différentes réponses mobilisables afin de renforcer le vivre-ensemble (citoyenneté, laïcité et gestion du fait religieux, prévention des discriminations et égalité femmes-hommes...),
- Expérimenter un observatoire sur les dynamiques sociales qui peuvent conduire ou au contraire prévenir ces différentes formes de radicalités et de leurs explications sociales.

- **RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX MISSIONS DU POSTE**

Mission globale

Concevoir et mettre en œuvre un observatoire sur les dynamiques sociales qui peuvent conduire ou au contraire prévenir ces différentes formes de radicalités.

Missions et activités

Expérimenté en région Hauts-de-France notamment dans le département du Nord, cet observatoire se donne pour mission d'identifier des facteurs de vulnérabilité ou de protection vis-à-vis des différentes formes de radicalités qui affectent le vivre-ensemble, pas seulement au sein de parcours individuels, mais dans l'environnement social et territorial, à l'échelle de terrains d'étude préalablement identifiés.

Sa finalité est de faciliter la conception d'actions de prévention, de remédiation et de réparation, nécessaires à la réduction de comportements radicaux et des actes de violence physique ou symbolique représentant des problèmes sociaux.

En référence aux travaux de Laurent Bonelli et Fabien Carrié¹, nous proposons provisoirement de définir le terme de « radicalité » comme « à la fois des actes, des faits ou des comportements qui transgressent des normes établies et la réaction à ces transgressions

1 « Radicalité engagée, radicalités révoltées - Une enquête sur les mineurs suivis par la protection judiciaire de la jeunesse », mars 2018, Ministère de la justice



L'IREV recherche un-e chargé-e d'étude pour le Centre de ressources Prévention des radicalités sociales (contrat CIFRE)

de la part des institutions qui y voient une menace de subversion pour l'ordre social, politique et symbolique dont elles sont les garantes » (cadre républicain, contrat social). Cette définition pourra évoluer en fonction des recherches nationales et des travaux de l'observatoire.

Les productions de cet observatoire départemental visent à :

- Mieux connaître et comprendre les logiques sociales qui concourent à produire des tensions, conflits, ruptures, violences et comportements radicaux sous leurs différentes formes,
- Contribuer à identifier les dynamiques sociales et territoriales porteuses de protection et favorisant la citoyenneté et le vivre-ensemble,
- Abonder la connaissance nécessaire aux orientations des politiques publiques,
- Contribuer à améliorer les savoirs et les pratiques des acteurs de terrain qui œuvrent dans les champs de la cohésion sociale, de l'éducation, du développement social local ou encore la prévention de la délinquance.

La méthode de travail de l'observatoire est encadrée par un conseil scientifique pluridisciplinaire mis en place auprès du CRPRS. Afin de consolider la méthode de travail et de favoriser la mobilisation de l'ensemble des parties prenantes, une première phase exploratoire pourrait reposer sur :

- Une découverte des territoires pour caractériser les dynamiques sociales qui les traversent (« arpentage » par exemple),
- La recherche et l'analyse de facteurs de protection ayant empêché des ruptures vers des formes de radicalisation,
- Une étude des représentations et des types de réponses que les collectivités / professionnels de terrain fournissent sur les logiques de radicalisation,
- Un dialogue auprès des habitants et acteurs de terrain pour questionner ces problématiques et leurs perceptions / propositions... Ce qui nécessite une démarche permettant de créer l'adhésion, ou du moins un lien de confiance dans la durée.

Cette phase exploratoire conduira à la présentation d'une note d'intention détaillant la méthode de travail de l'observatoire du CRPRS : circonscription des objets d'études, méthodologies retenues, calendrier des travaux et des productions.

Après validation par les instances du CRPRS (comité scientifique et comité de pilotage) pourra démarrer la phase de production de données à l'échelle des territoires repérés comme prioritaires suivant la méthodologie retenue.

Les travaux de l'observatoire expérimental pourront également s'appuyer sur les autres missions du CRPRS. En effet l'axe « capitalisation et diffusion de ressources » (connaissances, outils pédagogiques, retours d'expériences) et l'axe « formation, échanges de pratiques et de mise en réseaux des acteurs » offriront des moyens de comparer les données obtenues à d'autres terrains, permettant l'alimentation des réflexions à une échelle départementale voire régionale.

La mise en œuvre de l'observatoire sera menée en lien avec le Conseil scientifique sur les Processus de Radicalisation (COSPRAD), placé auprès du premier Ministre.

Le chargé d'études contribuera également aux autres activités du CRPRS : animation de l'espace ressources et déploiement des formations et sensibilisation.

• ENVIRONNEMENT DU POSTE

LIAISONS HIERARCHIQUES

Le (la) chargé(e) d'étude sera placé(e) sous la responsabilité de la directrice de l'IREV et du directeur-adjoint.



L'IREV recherche un-e chargé-e d'étude pour le Centre de ressources Prévention des radicalités sociales (contrat CIFRE)

Liaisons fonctionnelles : le chargé d'études est en lien permanent avec le chargé de mission du centre de ressources prévention des radicalités sociales.

- **COMPÉTENCES ET QUALITÉS ATTENDUES**

- **Savoir (connaissances théoriques et pratiques)**

Connaissances théoriques et empiriques en sciences humaines et sociales, notamment sur les processus de radicalisation et leurs contextes sociaux et politiques
Connaissance des politiques publiques et de leur fonctionnement, notamment la politique de la ville. Capacité à les analyser, les comparer et les interroger

- **Savoir-faire (technique et méthodologique)**

Méthodologie de la recherche en sciences sociales : élaboration de la problématique et des hypothèses, recueil des données (entretiens, observations, statistiques, etc.), traitement et interprétation des résultats, etc.)

Maîtrise des outils bureautiques et internet

Qualités rédactionnelles et de synthèse

- **Savoir – être (attitudes et comportements attendus)**

Curiosité et capacité à s'interroger

Autonomie, capacité à organiser son travail

Qualités relationnelles, sens de la diplomatie

Capacité et goût à travailler en équipe, goût pour le travail collaboratif

Conduite de réunion

Discrétion professionnelle

- **LOCALISATION GEOGRAPHIQUE**

Poste basé à Lille

Territoire d'intervention : Département du Nord / région Hauts-de-France

Merci d'adresser vos candidatures (CV, lettre de motivation, projet de recherche) à communication@irev.fr avant le 5 mars 2019.